

Thaïlande

Asie du Sud-Est

La Thaïlande est plongée dans une crise politique après le rejet de la candidature de Pita Limjaroenrat au poste de premier ministre. Les oppositions politiques, les accusations judiciaires et les blocages au Parlement alimentent une période d'instabilité. Les partisans de Move Forward manifestent, mais la situation reste incertaine quant à la direction politique future du pays. Le rejet de Pita Limjaroenrat ouvre la voie à d'autres acteurs politiques, avec des implications potentielles sur la stabilité et les orientations politiques de la région.

La crise politique en Thaïlande tourne autour du leader progressiste Pita Limjaroenrat, vainqueur des dernières élections et candidat au poste de premier ministre. Le rejet par le Parlement de sa candidature a plongé le pays dans une période d'incertitude politique.

Mercredi dernier, le Parlement thaïlandais a rejeté la candidature de Pita Limjaroenrat au poste de premier ministre. Ce rejet intervient après une tentative infructueuse la semaine précédente. Les raisons avancées concernent la radicalité présumée de son programme vis-à-vis de la monarchie et de l'armée.

Le rejet de la candidature a eu lieu mercredi dernier, après plus de sept heures de discussions au Parlement. Pita Limjaroenrat avait déjà échoué dans sa tentative précédente la semaine précédente.

La candidature de Pita Limjaroenrat a été rejetée en raison de son programme jugé trop radical, en particulier en ce qui concerne la monarchie et l'armée. Les opposants, principalement issus de l'establishment pro-armée, estiment que le vote du peuple n'est pas suffisant pour gouverner le pays, créant ainsi une opposition tenace.

Les événements se déroulent principalement au Parlement à Bangkok, avec des manifestations de soutien à Move Forward, le parti de Pita Limjaroenrat, et des appels à la démocratie devant le Monument de la démocratie.

Après le rejet de sa candidature, Pita Limjaroenrat a été suspendu de ses fonctions de parlementaire par la Cour constitutionnelle. La commission électorale l'accuse de possession d'actions dans une chaîne de télévision pendant la campagne, ce qui est interdit par la loi. Cette décision a pratiquement anéanti ses chances de former le prochain gouvernement.

Mathys Dionne

Mathys Dionne